Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

25

JANVIER 1989

LA DÉFENSE NON OFFENSIVE OU COMMENT ASSURER LA SÉCURITÉ COLLECTIVE DE L'EUROPE

par Robert Neild

INTRODUCTION

Depuis quelque temps déjà, on entretient l'idée qu'en adoptant une nouvelle stratégie pour les forces *non nucléaires* en Europe, on pourrait renforcer la sécurité de cette dernière, améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest et ralentir la course aux armements. Les forces non nucléaires verraient leurs capacités offensives réduites, alors que leurs capacités défensives seraient accrues.

On a donné différents noms à cette idée: stratégie de rechange, défense non provocatrice et défense non offensive. J'utiliserai ici l'expression «défense non offensive», car c'est celle qui traduit de la façon la plus claire et la plus brève ce qu'on entend par cette idée.

La défense non offensive compte de plus en plus de partisans en Allemagne fédérale et dans le reste de l'Europe de l'Ouest, surtout chez les sociaux-démocrates. Dans ce contexte, on l'a surtout envisagée comme une politique unilatérale, et l'on s'est demandé si l'OTAN pourrait mettre sur pied une force défensive suffisamment puissante pour repousser une attaque déclenchée par les forces du Pacte de Varsovie telles qu'elles existent actuellement avec leur structure axée sur l'offensive. Que le Pacte de Varsovie puisse lui aussi adopter une stratégie fondée sur la défense non offensive semblait peu probable, c'est pourquoi on n'en a guère discuté.

Désormais, tout cela pourrait changer. Outre le fait que Mikhaïl Gorbatchev et sa nouvelle équipe de conseillers ont repensé complètement la manière de diriger l'économie politique de l'Union soviétique, ils se sont attachés à revoir leur stratégie militaire et ont évoqué l'idée d'une défense non nucléaire défensive ou non offensive. Il ne fait guère de doute qu'ils n'ont pas encore converti les militaires à leurs idées et que des discussions ont toujours lieu, voire des conflits semblables à ceux qui ont opposé le Kremlin à la bureaucratie au sujet de l'adoption des nouvelles politiques économiques.

Ce que l'on sait officiellement c'est qu'en juin 1986 à Budapest, l'Organisation du Traité de Varsovie (OTV) a émis une déclaration paraphée appelant à un désarmement non nucléaire marqué en Europe. Il y était dit que les notions et doctrines militaires de l'OTAN et de l'OTV doivent être fondées sur des principes défensifs.[1] Puis, en mai 1987, l'OTV publiait à Berlin un énoncé de doctrine militaire signé par les chefs des États membres et proposant des consultations entre les deux alliances afin de comparer leurs doctrines et de garantir que les notions et doctrines militaires des deux blocs et de leurs membres soient fondées sur des principes défensifs.[2] Venant d'une alliance dont l'adhésion des forces non nucléaires à une doctrine et à une structure offensives avait été une des principales causes de la confrontation en Europe, ces propos traduisaient une évolution remarquable.

Pour sa part, l'OTAN a publié en décembre 1986 à Bruxelles une déclaration sur la limitation des armements, dans laquelle elle proposait des négociations en vue d'éliminer les capacités nécessaires pour lancer une attaque surprise ou une offensive de grande envergure.[3]

Au mois de mars 1988, la situation a encore évolué. Tout d'abord, le secrétaire américain de la Défense, M. Frank Carlucci, et son homologue soviétique, le général Dimitri Yatzov, ont eu pendant deux jours des entretiens privés à Berne où le ministre soviétique aurait déclaré qu'en ce qui concernait la doctrine défensive des forces non nucléaires, les manuels d'entraînement et les exercices militaires soviétiques seraient modifiés.

ant à lui, M. Carlucci aurait déclaré qu'il ne percevait là changement concret dans la structure des forces.

89-03450

ond lieu, avant les entretiens de Vienne qui débutero. ainement, les deux alliances ont précisé dans des de paraphées leurs positions respectives à l'égard de classiques (non nucléaires). L'OTAN, pour sa part, a beaucoup insisté sur la nécessité de réaliser par la négociation un meilleur équilibre des forces; elle a également souligné qu'il faudrait éliminer en priorité la capacité de lancer des attaques surprises et des offensives de grande envergure. Quant à elle, l'Organisation du Traité de Varsovie a demandé dans sa déclaration que l'on négocie la réduction des forces en présence de manière à supprimer les déséquilibres existants, et elle a de nouveau réclamé des discussions sur la doctrine défensive. Jusqu'à présent, il semble bien que, dans de nombreux pays de l'OTAN, les milieux politiques et le public ne soient guère au courant de la nouvelle attitude de M. Gorbatchev ni du principe de la défense non offensive qui pourrait remplacer les stratégies actuelles. Tant à l'Est qu'à l'Ouest, on a besoin de mieux comprendre en quoi consistent les différentes possibilités et d'en débattre davantage publiquement. Comment les stratégies actuelles des deux camps se comparent-elles à une stratégie défensive, et comment pourrait-on appliquer une telle stratégie ?

LES STRATÉGIES ACTUELLES

Depuis 1945, c'est le principe de la guerre blindée hérité du second conflit mondial qui prédomine des deux côtés, lorsqu'il est question de guerre non nucléaire en Europe.

Dans la guerre de mouvement, on cherche à pénétrer très avant dans les territoires de l'adversaire en utilisant des chars, de l'artillerie automotrice et de l'infanterie motorisée appuyés par l'aviation, soit après une attaque surprise, soit à la suite d'une bataille intensive au cours de laquelle l'un des deux camps épuise l'autre, effectue une percée et balaye les forces adverses. Lorsqu'on parle d'attaques surprises, on songe surtout aux débuts de la Seconde Guerre mondiale, et notamment à la guerre éclair (*Blitzkrieg*) menée par Hitler contre la Pologne et la France. Les combats de géants ont eu lieu plus tard, au cours de la deuxième phase de la guerre, lorsque les Alliés, grâce à leur supériorité économique et militaire, ont tenu les Allemands en échec et les ont repoussés. Le meilleur exemple en est la bataille de Koursk, sur le front russe, où des milliers de chars se livrèrent de part et d'autre à des combats acharnés et où des milliers d'entre eux furent détruits.

Il y a eu en fait pendant la guerre de longues périodes où la situation est restée relativement statique. Comme toujours, les forces défensives bénéficiaient d'avantages. Si elles étaient bien commandées et bien préparées, si elles s'accrochaient au terrain, installaient des champs de mines et occupaient des positions bien retranchées, il était difficile de les vaincre. L'assaillant devait concentrer ses forces, s'assurer une grande supériorité numérique à un ou à plusieurs endroits et essayer d'obtenir un effet de surprise par des manoeuvres et par la ruse. De son côté, le défenseur devait être prêt à déplacer ses forces pour faire face à l'adversaire en l'attirant si possible dans un piège où il allait pouvoir l'encercler. On faisait grand cas de la manoeuvre et de la surprise et, partant, de la mobilité. On cherchait à livrer une bataille décisive, à obtenir une victoire décisive, et à foncer en avant comme l'éclair de manière à submerger et à démoraliser l'adversaire.

Ce sont ces idées fondamentales, axées sur l'emploi des chars et d'autres blindés appuyés par l'aviation, que les deux alliances ont reprises avec certains aménagements.

Cette façon de faire la guerre repose sur l'utilisation du moteur à combustion interne. Elle est de plus en plus complexe et remise en question à l'ère de l'électronique, car les véhicules (chars, artillerie, véhicules blindés de transport de troupes, aéronefs ou navires) sont devenus de plus en plus vulnérables face aux armes à guidage de précision.

En réalité, les deux camps ne sont pas plus symétriques sur le plan de l'organisation de leurs forces que sur celui de leurs doctrines.

Les États du Pacte de Varsovie possèdent, semble-t-il, une supériorité numérique en ce qui concerne les forces non nucléaires (quoique l'on puisse conjecturer sur les chiffres et la valeur de l'avantage) et, jusqu'à présent, leur doctrine prévoyait que s'ils étaient attaqués, ils passeraient rapidement à l'offensive. On peut avancer plusieurs explications plausibles pour justifier une telle doctrine. Selon une théorie, les Soviétiques se trouvant après la guerre confrontés au monopole nucléaire de l'Occident, puis à la supériorité de celui-ci sur ce plan, ont cherché à y parer en acquérant la supériorité en moyens conventionnels qui allait leur permettre d'influer à leur guise sur l'Europe occidentale.

D'après une autre hypothèse, lorsque les forces du Pacte de Varsovie préparèrent leurs plans d'urgence en cas de guerre non nucléaire en Europe (ce qui était le travail de leurs états-majors), la stratégie logique consistait pour elles à atteindre rapidement l'Atlantique avant que les États-Unis, après avoir mobilisé leurs ressources, inondent l'Europe de troupes et de matériel, comme ils l'avaient fait au cours des deux guerres mondiales. Selon d'autres explications, les Soviétiques ont cherché à éviter que leur territoire soit touché par la guerre avec tout son cortège de souffrances, comme cela avait été le cas pendant la Grande guerre patriotique (ainsi qu'ils appellent la Seconde guerre mondiale). On pense aussi que l'URSS voulait éviter que la guerre se répandît dans les pays de l'Europe de l'Est dont la loyauté était douteuse.

Ces explications ne s'excluent pas mutuellement; elles ont toutes pu compter dans une certaine mesure, et nous ne pouvons en connaître l'importance relative. Quoi qu'il en soit, les auteurs militaires soviétiques expliquent depuis les années 1920 pourquoi leur pays insiste tant sur l'offensive, et cette priorité transparaît dans l'organisation, le déploiement et l'entraînement des forces du Pacte de Varsovie.

Le *caractère* des forces militaires de l'OTAN n'est guère différent de celui des forces du Pacte de Varsovie. Mais, comme elles sont moins puissantes, la doctrine vise à dissuader le Pacte de Varsovie d'attaquer; elle recommande de livrer une bataille de ralentissement afin d'endiguer l'avance des forces de l'OTV, puis de recourir rapidement aux armes nucléaires que l'OTAN serait la première à utiliser si ses forces venaient à être submergées.

L'interaction de ces deux doctrines a eu des effets plutôt néfastes. La doctrine de la première frappe, adoptée par l'OTAN, a amené le Pacte de Varsovie à concevoir des méthodes de combat en milieu nucléaire : il s'est doté de transports des troupes blindés et a mis au point une tactique spéciale pour traverser rapidement les zones irradiées, toutes choses qui, aux yeux de l'OTAN, augmentaient la mobilité de ses forces, les rendaient plus dangereuses et semblaient prouver que la doctrine de la première frappe était nécessaire pour parer à cette menace apparente. Il existe, cependant, un problème fondamental. En effet, si l'on compte sur l'arme blindée et sur sa mobilité pour maintenir la paix, que ce soit en Europe ou ailleurs, on adopte une stratégie qui, de par sa nature même, engendre l'instabilité de trois manières différentes.

Il y a tout d'abord l'instabilité en temps de crise. En raison de l'importance accordée aux attaques surprises, on peut être tenté, s'il y a crise, d'attaquer le premier, autrement dit d'effectuer une frappe dite «préemptive». Si l'on sait que l'adversaire redoute d'être attaqué le premier, ou si l'on craint d'être soi-même attaqué le premier, on aura des motifs très puissants pour lancer une attaque préemptive. Ces craintes et ces motifs seront d'autant plus incitatifs que les deux camps auront déployé des forces offensives vulnérables offrant des cibles magnifiques : avions sans protection dans des aérodromes, ou concentrations de chars ou d'autres véhicules à chenilles ou à roues, par exemple.

Il y a, en deuxième lieu, l'instabilité causée par l'escalade des tensions. Si la stratégie consiste à rechercher une bataille décisive dans une guerre de mouvement, il devient alors extrêmement probable que l'un des adversaires battu irrémédiablement au chapitre des forces classiques n'aura d'autre alternative que de recourir aux armes nucléaires ou de se rendre.

En troisième lieu, plus les forces armées ont des capacités offensives, plus il est impératif pour chaque camp d'augmenter ses arsenaux de façon à contrebalancer les armes de son adversaire. C'est ce qui engendre une course aux armements.

Mises à part ces conséquences d'ordre militaire, le fait de posséder des forces dotées d'une grande capacité offensive entraîne d'énormes conséquences politiques. La présence de forces munies d'une capacité offensive va susciter des craintes, des soupçons et une certaine hostilité dans l'esprit de l'adversaire potentiel. Si, politiquement parlant, on nourrit des intentions pacifiques, on aura tort de mener une politique susceptible de susciter l'hostilité de son voisin; il est plus raisonnable de chercher à le rassurer en se dotant, si c'est possible, des moyens de se défendre sans acquérir les moyens de l'attaquer.

LES STRATÉGIES DÉFENSIVES

Peut-on donner un caractère plus défensif aux stratégies de l'un des camps ou des deux blocs en Europe? En d'autres termes, est-il possible de modifier la stratégie et la nature des forces non nucléaires de façon à faire varier leur capacité défensive par rapport à leur capacité offensive et vice-versa?

Quoiqu'on ne puisse dire exactement dans quelle mesure, il est évident que des variations sont possibles, puisque l'on considère que la stratégie et les forces de l'Organisation du Traité de Varsovie sont offensives et que celles de nombreux pays neutres, comme la Suisse ou la Yougoslavie, sont défensives et qu'elles sont prévues pour qu'un attaquant, quel qu'il soit, s'enlise dans une guerre d'usure. De plus, il est clair que certaines armes ou certains types de forces ont un caractère plus offensif que d'autres.

Cependant, pour définir le degré offensif ou défensif de la stratégie et des forces d'un pays donné, on ne peut se borner à en cataloguer les armes, bien qu'il soit possible de dire que, sans certaines d'entre elles, les forces armées d'un pays ou d'une alliance seraient difficilement capables ou carrément incapables de lancer une attaque. Il s'agit plutôt d'évaluer la stratégie et le caractère des forces d'un pays comme un tout, en prenant en compte la doctrine, l'entraînement des troupes, l'équipement, les armes, le déploiement, la logistique et tout le reste. C'est ce que l'on fait quand on déclare que la doctrine et les forces armées de certains pays neutres sont «défensives» et que celles du Pacte de Varsovie sont «offensives».

Les principales études menées sur les possibilités techniques d'une défense non offensive ont été consacrées à la guerre sur terre, et plus particulièrement au concept des ceintures ou corridors de défense, pour des forces qui seraient éparpillées, et à l'emploi de nouvelles armes à l'intérieur de ces ceintures. Reste une question importante, à savoir combien de blindés il faut pour combattre l'ennemi là où il perce la ceinture de défense et pour monter une contre-attaque.[4]

Dans ces travaux, on s'est efforcé de savoir dans quelle mesure une alliance pourrait construire des moyens de défense qui, tout en possédant des capacités offensives limitées, seraient à même de contenir l'ennemi, de le confiner à une guerre d'usure et de le dissuader ainsi d'attaquer. La question a été étudiée à l'Ouest et, pour ce qu'on en sait, des travaux semblables ont pu aussi avoir lieu à l'Est. On est généralement parti de l'hypothèse citée plus haut, selon laquelle seule l'OTAN adopterait une défense non offensive. Cette démarche s'explique en partie par des motifs logiques (en effet, il était raisonnable d'étudier dans quelle mesure on pourrait rendre les défenses efficaces face à un adversaire qui refuserait de coopérer), et c'était également faire preuve ainsi de réalisme politique, car il

semblait peu probable que le Pacte de Varsovie fût le premier à modifier sa stratégie. Mais, comme l'OTAN était l'alliance la plus faible et celle dont le caractère offensif était le moins prononcé, ce n'était pas une cause facile à défendre. En Allemagne de l'Ouest et dans d'autres pays, quelques militaires et anciens militaires hérétiques épousèrent cette idée, mais l'OTAN rejeta comme complètement utopique la notion selon laquelle l'adoption d'une défense non offensive était compatible avec la sécurité de l'Organisation. Comme les militaires ont une prédilection pour l'offensive, leur opposition était probablement exagérée. Qu'elle soit bien ou mal fondée, cependant, la controverse sur l'adoption unilatérale d'une défense non offensive devient pratiquement sans objet dès lors qu'il est possible de voir les deux parties adhérer à cette stratégie.

Les principaux résultats de cette étude (et ils concernent de très près l'adoption bilatérale de la défense non offensive) ont révélé tout d'abord que, si l'on voulait changer le caractère des forces de manière à les rendre plus défensives et moins offensives, on avait de meilleures chances de réussir en allant tout d'abord du côté des forces terrestres. Pour lancer une offensive terrestre, en effet, il est nécessaire de déployer à l'avant du matériel de pontage, de disposer des moyens logistiques qui permettront d'appuyer une avance rapide et profonde en territoire ennemi, et d'avoir préparé les troupes à ce type de combat. Afin d'assurer la défense, par ailleurs, on doit compter davantage sur des ceintures défensives étalées en profondeur et comportant des champs de mines, des unités antichars dispersées et de l'infanterie légère. De plus, tout dépendant de l'importance numérique et du caractère des forces de l'attaquant, on devra posséder des forces blindées qui permettront d'appuyer la défense et de monter une contre-attaque.

La guerre aérienne et maritime, en revanche, pose des problèmes assez différents. Les avions et les navires de guerre avec lesquels on bombarde l'adversaire sur terre ou sur mer ont un caractère intrinsèquement offensif. On ne peut guère se défendre contre eux qu'en leur opposant sa propre aviation et sa propre marine. Les armes sol-air et sol-mer se sont améliorées, mais elles n'en demeurent pas moins un moyen de défense assez limité contre ces objectifs. Cela étant, si l'on veut renforcer le caractère de la stratégie en général, le gros problème est de trouver comment réduire la taille des forces navales et aériennes.

À ce sujet, les progrès de la technologie ont sans doute accentué les différences entre la guerre terrestre et la guerre navale ou aérienne. Les progrès des techniques de guidage ont permis d'accroître la précision et le pouvoir destructeur des armements, favorisant par là celui qui tire le premier au détriment des formations massives et de leur puissance de feu.

On voit ainsi que la technologie ne désavantage pas forcément les forces terrestres de défense, à condition, toutefois, que le couvert naturel ou artificiel permette à des éléments dispersés de se dissimuler. Pour progresser, que ce soit à pied ou dans un véhicule, l'attaquant est alors obligé de se montrer, et le défenseur peut l'abattre à partir de positions bien abritées. Cette observation vaut, par exemple, pour les armes anti-chars. En revanche, comme il est impossible de camoufler correctement des bases aériennes ou des navires de guerre, l'avantage de la première frappe ira donc à l'attaquant.

En adoptant une défense non offensive, lorsque c'est techniquement possible et que la géographie le permet, deux nations ou alliances opposées peuvent parvenir à la *supériorité défensive mutuelle*, c'est-à-dire que chacune possède alors une capacité défensive supérieure aux moyens offensifs de l'autre. En effet, lorsqu'un des adversaires dispose d'une capacité offensive importante, il peut réaliser la condition précédente en diminuant ses forces offensives (il renforce ainsi la sécurité de son adversaire) et en augmentant ses forces défensives en fonction des impératifs de sa propre sécurité. Mais le but généralement visé, sauf s'il existe une asymétrie très marquée (ce qui n'est pas le cas en Europe), c'est d'amener chacun des adversaires à adopter une attitude défensive. Ce que l'on doit s'efforcer d'atteindre par la défense non offensive, c'est la supériorité défensive mutuelle.

Le passage à la supériorité défensive mutuelle comporte un certain nombre de conséquences à savoir :

- En cas de crise, une plus grande stabilité. La tentation de mener une attaque préemptive diminue d'autant plus que la capacité offensive de l'adversaire décroît : s'il ne peut pas attaquer, on ne se sentira pas forcé de l'attaquer à titre préventif. L'amélioration est encore plus sensible si les objectifs importants et vulnérables sont remplacés par des forces dispersées et invulnérables. D'une manière générale, les forces offensives offrent des objectifs vulnérables : terrains d'aviation et parcs de blindés, par exemple. La défense peut s'appuyer davantage sur des forces dispersées.
- Un moins grand risque d'escalade. Plus la force défensive augmente par rapport à la force offensive, plus il est possible de repousser une attaque de l'adversaire. Dans un contexte nucléaire, on devra s'efforcer de diminuer le risque d'escalade en évitant une bataille décisive et en essayant de stabiliser les combats de façon à créer une situation d'attente pour pouvoir ensuite résoudre la crise par des moyens politiques.
- Une réduction des armements. Si l'on augmente les forces défensives par rapport aux forces offensives, il devient possible d'amorcer une réduction progressive des budgets militaires et de remplacer en quelque sorte un cercle vicieux par un cercle «vertueux».

Il est important de souligner qu'en appliquant le principe de la défense non offensive aux forces non nucléaires en Europe, on réduirait le risque d'une guerre nucléaire. Il est fort plausible d'imaginer une guerre nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique, à l'occasion d'un affrontement en dehors de l'Europe, dans le Golfe persique, par exemple. Chaque pays mettrait alors ses forces en état

d'alerte dans le cadre des mesures destinées à faire reculer son adversaire. En Europe, où les forces des deux camps se font littéralement face, des combats s'engageraient et, en raison de l'instabilité provoquée par la crise, ce serait l'escalade. Si l'on adoptait une défense non offensive pour les forces classiques, ce risque serait beaucoup plus faible. En vérité, si le Pacte de Varsovie et l'OTAN optaient pour une défense non offensive, l'utilisation en premier des armes nucléaires par l'Alliance occidentale deviendrait un concept purement théorique, quels que soient les propos officiels qu'on a pu tenir à ce sujet. On pourrait ainsi reléguer à l'arrière-plan les armes nucléaires en transformant la stratégie applicable aux armes classiques en stratégie défensive.

MISE EN OEUVRE

Le problème consiste à trouver le moyen d'amener les deux parties à s'engager sur la voie de la défensive. À partir du moment où certaines forces, certaines armes ou certains déploiements de troupes ont une capacité offensive supérieure à celle d'autres éléments, le retrait des unités les plus offensives contribue à réaliser une supériorité défensive mutuelle. Si les deux camps s'engagent sur cette voie, et tout particulièrement celui dont les moyens offensifs sont les plus grands, il devient alors possible d'entamer une évolution au terme de laquelle on aura écarté les menaces, amélioré la sécurité et réduit les arsenaux.

Le passage d'une stratégie à l'autre peut se faire de trois manières: par des mesures indépendantes, par la consultation et par la négociation traditionnelle.

Dans le premier cas, l'un des camps modifie directement le niveau et les caractéristiques des forces dont il dispose ou qu'il se propose d'avoir.

Dans le deuxième cas, on engage des discussions avec l'adversaire (et des discussions dans des tribunes nationales qu'il peut observer) sur la logique et la valeur de la stratégie défensive, et l'on prend les mesures susceptibles d'accroître la sécurité de chacun, tout en incitant l'autre camp à faire de même. On pourrait dire dans ce cas qu'il y a un dialogue positif, l'une des deux parties déclarant: «Je vais prendre unilatéralement des mesures qui nous donneront à tous deux une plus grande sécurité et je vous propose d'en faire autant.» Un langage de ce genre vise avant tout à informer et à persuader l'adversaire.

Négocier, c'est essayer de conclure un marché. L'un des camps modifie sa politique d'armement à condition que l'autre fasse de même, car il est dangereux de changer sa position si l'adversaire ne fait pas de même. On peut dire que c'est là un dialogue négatif, car, l'un des interlocuteurs déclarant «je ne ferai pas ceci si vous ne faites pas cela!», les deux parties adoptent une attitude antagoniste.

Il est logique pour une alliance de prendre des mesures en toute indépendance du moment qu'elles renforcent sa sécurité à court et à long terme, ou du moins qu'elles la maintiennent à un niveau convenable, même si l'autre camp reste sur ses positions: pourquoi l'alliance en question ne ferait-elle pas ce qui est dans son intérêt? Il est possible d'agir ainsi en autonomie (a) si l'on possède plus de forces offensives qu'il n'en faut et s'il suffit de les réduire, et (b) si l'on peut les remplacer à un coût raisonnable par des forces défensives.

Il est également logique de discuter de solutions de rechange avec un adversaire potentiel pour essayer de lui expliquer ce que l'on cherche à faire et pour le persuader d'agir de même. Des entretiens entre les deux alliances sur la doctrine pourraient être utiles en ce sens.

Si l'on possède des armes offensives (des avions ou des navires, par exemple) qu'on ne peut pas remplacer par des moyens défensifs satisfaisants, on estimera qu'on ne peut rien entreprendre sans avoir l'assurance de mesures réciproques. Dans ce cas, on sera sans doute obligé de négocier. Cela ne veut pas dire que l'on doive examiner *toutes* les armes et les classer dans les armes défensives ou offensives, ou plus ou moins défensives ou offensives. Pareille entreprise ne servirait à rien. Il faut plutôt choisir certaines catégories d'armements dont le caractère offensif est évident, ou encore des déploiements de forces potentiellement offensifs, et en négocier la réduction ou la suppression de part et d'autre. Les négociations envisagées pour éliminer la capacité de lancer une attaque surprise pourraient se prêter à un dialogue de ce genre.

Qu'il soit possible, quand la volonté politique existe, de désigner les armes ou les déploiements de forces les plus offensifs et de tomber d'accord pour les éliminer, cela a été prouvé après 1945. Au Moyen-Orient, par exemple, le dispositif de maintien de la paix mis en place sur les hauteurs du Golan comprend une zone entièrement démilitarisée et des zones tampons où le nombre des armes offensives est limité. Les Nations-Unies assurent la surveillance de ces zones. Ce système fonctionne avec succès depuis 1974. Autre exemple: le traité signé par Taïwan et les États-Unis aux termes duquel ces derniers ont convenu de ne fournir à Taïwan que des armes défensives.

On aurait tort de penser qu'il suffit de mener des négociations traditionnelles et d'y recourir dans les cas où des mesures unilatérales sont effectivement possibles. Les négociations sur la réduction des armements reposent sur l'hypothèse que les armes ou les forces en question sont, de par leur nature, offensives; or, comme il doit alors y avoir équilibre, les changements en faveur de la défensive sont impossibles. Cette façon d'agir est en outre hautement antagoniste et susceptible de créer des difficultés et d'empêcher tout progrès dès le départ. Si l'on n'y prend pas garde, les experts, politiciens, bureaucrates et conseillers militaires de tous genres qui ont passé des années autour des tables de négociations n'auront que trop tendance, advenant l'adoption du concept de la défensive, à s'en saisir et à courir s'enfermer dans leurs salles de négociations où ils se disputeront et se querelleront sur des définitions, des chiffres et des questions de vérification, comme ils l'ont fait jusqu'ici au cours des négociations sur la limitation des armements. Il est assez inquiétant de voir à quel point

les déclarations des deux camps évoquées plus haut sont axées sur des négociations traditionnelles, alors que ceux-ci aborderont à Vienne des pourparlers sur les forces conventionnelles. Si l'on veut faire adopter le principe de la défense non offensive, il faut recourir le moins possible à des méthodes de négociation antagonistes et acquérir progressivement des comportements rassurants et favorables à la collaboration.

D'un point de vue pratique, il serait souhaitable que l'on aborde les discussions de Vienne en deux temps :

1. Il faudrait tout d'abord s'entendre sur les éléments clés des forces actuelles dont la réduction ou la suppression radicale, par les deux alliances, tronquerait le plus leurs capacités offensives et augmenterait ainsi la stabilité. En retirant, par exemple, des chars, de l'artillerie lourde, des avions d'attaque et des missiles à moyenne et à longue portée, les deux camps ne provoqueraient-ils pas l'effondrement de leurs capacités offensives par rapport à leurs capacités défensives ? Le retrait des seuls chars ne permettrait-il pas d'obtenir, pour une large part, et peut-être d'une façon décisive, le même résultat ? N'existe-t-il pas d'autres mesures utiles, comme, par exemple, la création de zones frontières, où le déploiement des forces offensives est limité, et le stockage des munitions, de matériel de pontage et d'autres moyens de soutien logistique indispensables à des opérations offensives ? Le but visé, toutefois, consiste à choisir le moins d'éléments possibles, à n'en retenir qu'un ou deux d'une importance réelle, de façon à vaincre la résistance et l'entêtement de ceux dont la vie gravite autour des structures militaires et des rituels propres à la limitation des armements.
2. Une fois qu'on aura choisi les éléments clés, on devra définir pour chacun la quantité à retirer (le nombre de chars, par exemple), pour garantir la sécurité. Ne devrait-il y en avoir aucun, ou devrait-on en conserver 5 000, ou quelqu'autre nombre, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural ? Il faudrait définir les quantités voulues pour assurer une plus grande stabilité, et c'est sur ces quantités que l'accord devrait porter. Il conviendrait d'éviter les discussions sur les chiffres actuels et sur la question de savoir s'il y a équilibre ou non, car elles provoqueraient forcément d'interminables controverses sur les différences intéressant la qualité, l'âge, l'emplacement et d'autres variables encore qu'il est impossible de mesurer. Les pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) en disent long là-dessus : quinze ans après le début des négociations et après plus de 450 rencontres, aucun accord n'est intervenu. Si c'est sur le niveau des forces qu'il faut mettre l'accent, les chiffres actuels ne sont utiles que pour établir combien d'armes ou de forces il convient d'éliminer. Le même principe s'applique au déploiement des forces militaires et à la logistique : ce sont les chiffres et les dispositions garantissant la stabilité qui comptent, et non l'équilibre actuel.

LE CHOIX

Si une nation ou une alliance a des visées offensives, elle doit à l'évidence se doter de la supériorité offensive. C'est ce qu'a fait Hitler. Si, en revanche, les intentions sont pacifiques, on a vu qu'il était possible d'acquérir la sécurité par deux méthodes distinctes : l'une consiste à posséder des forces offensives qui décourageront l'adversaire, c'est-à-dire qui lui feront peur et le dissuaderont de passer à l'attaque. Suivant la seconde méthode, on se dote de forces défensives (à supposer, toujours, que le choix existe) de telle sorte qu'en acquérant une supériorité défensive, on nie à l'adversaire toute chance d'atteindre ses objectifs; on le dissuade ainsi d'attaquer, tout en évitant le plus possible de l'inquiéter et tout en cherchant même à le rassurer.

Si l'on opte pour les forces offensives, ou pour des forces complètes dotées de capacités diversifiées, on risque d'effrayer l'ennemi, même si on lui répète sur tous les tons que l'on nourrit des intentions pacifiques. Il se méfiera toujours un peu. En effet, les intentions en question peuvent évoluer et être malhonnêtes; la personne qui les exprime peut être remplacée par quelqu'un d'autre dont les intentions seront différentes. En revanche, une partie ne peut pas modifier rapidement ses capacités militaires, de sorte que les risques d'ambiguïté sont alors limités. Il est donc vraisemblable que lesdites capacités influeront profondément sur l'idée que l'adversaire se fera des objectifs de la première partie et sur ses propres réactions. Tant que ses doctrines et ses forces militaires auront un caractère offensif, la première partie aura peu de chances de se réconcilier avec son adversaire, de gagner sa confiance et d'établir des relations pacifiques avec lui.

Quand une nation ou une alliance choisira entre des doctrines et des forces offensives ou défensives, sa décision dépendra d'influences et de pressions politiques fort complexes. Certains arguments reprendront des idées reçues sur la manière de mener la guerre et de dissuader l'adversaire d'attaquer, et ils seront défendus par des groupes soucieux de conserver l'ordre établi pour des raisons bureaucratiques, économiques et professionnelles. D'autres points de vue, inspirés par une opposition au *statu quo*, seront le fait de personnes qui rejettent les politiques existantes pour des raisons morales ou autres. Il faut examiner les différents choix possibles avec un certain recul et se demander dans quelle mesure les stratégies de rechange, c'est-à-dire les stratégies non nucléaires plus défensives ou plus offensives, se rapportent aux objectifs politiques que l'on s'est fixés.

On devrait adopter une stratégie défensive si l'on a des intentions pacifiques. Mais que signifient les mots «intentions pacifiques» ? En premier lieu, ils traduisent l'idée que celui qui les nourrit ne cherche pas à acquérir des territoires. La défense non offensive répond à cette définition. Mais supposons que, tout en n'ayant aucune visée territoriale, on souhaite un affrontement avec son voisin afin d'exercer des pressions économiques sur lui, ou de l'amener à dilapider ses ressources technologiques dans

le secteur des armements, ou encore de susciter chez soi un regain de patriotisme. Il est clair qu'on devra alors disposer de forces offensives. C'est seulement si une partie a des intentions véritablement pacifiques (non seulement elle ne désire pas le territoire du voisin, mais elle veut aussi éviter une course aux armements qui épuiserait son économie) qu'elle adoptera une défense non offensive. En d'autres termes, à l'adoption d'une défense non offensive (et non plus d'une stratégie axée sur l'offensive) correspond un changement profond des objectifs politiques: on cherche désormais à rassurer l'autre camp et à mieux collaborer avec lui plutôt qu'à l'affronter sur les plans militaire et économique.

CONCLUSION

M. Gorbatchev a déclaré qu'il voulait adopter une défense non offensive. Que tel est son but est devenu évident, lorsqu'il a répondu à une lettre que lui avait adressé un groupe de quatre analystes occidentaux, dont l'auteur; il annonçait que l'Union soviétique désirait avoir des forces armées et des armements en quantités «suffisantes et raisonnables». Il poursuivait en ces termes:

> Le chemin qui nous mènera à ce niveau suffisant et raisonnable se présentera ainsi: les gouvernements ne disposeront pas d'une force militaire ni d'armements plus importants que ce qui leur est nécessaire pour assurer efficacement la défense nationale; leurs forces armées seront organisées de telle sorte qu'elles posséderont tout ce dont elles ont besoin pour repousser une éventuelle agression, mais elles ne pourront pas être utilisées dans un but offensif.[5]

Dans ses déclarations en faveur d'une défense non offensive, il faut voir le signe qu'il désire changer de stratégie, non seulement pour améliorer la sécurité perçue du point de vue militaire, et qu'il souhaite également atténuer les tensions politiques. La défense non offensive est une mesure qui correspond bien à ce but, et il a fait sien cet objectif. C'est pour cela que sa proposition est si intéressante. Bien sûr, M. Gorbatchev peut échouer ou perdre le pouvoir. Mais la façon dont l'Ouest réagira à son initiative est l'un des facteurs qui décideront de sa survie et des politiques qu'il pourra mener. De toute évidence, l'Ouest doit veiller à ne pas se rendre vulnérable advenant qu'il ne réussisse pas à appliquer sa politique de défense. Mais, de par sa nature même, le passage à une défense non offensive ne compromet pas la sécurité de celui qui l'exécute. Tout pays peut prendre des mesures unilatérales ou réciproques qui maintiendront ou renforceront progressivement sa sécurité.

NOTES

[1] Communiqué de presse n° 273 (13 juin 1986) de la mission permanente de l'Union soviétique, dans lequel est cité un message de l'agence Tass paru à Budapest le 11 juin 1986 et intitulé «Communiqué adressé par les États membres du Pacte de Varsovie aux États membres de l'OTAN et à tous les pays d'Europe possédant un programme de réduction des forces armées et des armements conventionnels en Europe».

[2] Communiqué de presse PR56587 du 29 mai 1987, publié par l'ambassade d'URSS à Londres, dans lequel est cité un message de l'agence Tass à Berlin daté du 29 mai 1987 et intitulé «Comité politique consultatif du Pacte de Varsovie-Doctrine militaire».

[3] *Documentation de l'OTAN*, «Déclaration sur la limitation des armes conventionnelles», faite à Bruxelles par les ministres assistant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord, et publiée en annexe du communiqué du Conseil de l'Atlantique Nord, après la séance ministérielle des 11 et 12 décembre 1986.

[4] Horst Afheldt, «*Pour une défense non suicidaire en Europe*», Éditions la Découverte, Paris, 1985 (traduction de *Defensive Verteidigung* par Horst Afheldt, Rowohlt Taschenbuch, Hambourg, 1983; non traduit en anglais); Horst Afheldt «*Tactical Nuclear Weapons and European Security*», dans *Tactical Nuclear Weapons: European Perspectives*; Institut international de recherches pour la paix de Stockholm, Taylor & Francis, Londres, 1978 (seul grand ouvrage de cet auteur existant en anglais); Guy Brossolet «*Essai sur la non-bataille*», Édition Belin, Paris, 1975; Jochen Loser, *Weder rot noch tot*, Gunter Orzog Verlag, Munich, 1981; *Defence Without the Bomb: The Report of the Alternative Defence Commission*, Taylor & Francis, Londres 1983.

[5] Lettre de Mikhaïl Gorbatchev, Moscou, 16 novembre 1987, reproduite dans le rapport de la FAS, *Journal* de la Federation of American Scientists, tome 41, n° 2, février 1988.

LECTURES RECOMMANDÉES

La plupart des écrits sur ce sujet se trouvent dans des documents de conférence et d'obscures revues dont un bon nombre sont en allemand. Le *Centre of Peace and Conflict Research* de l'Université de Copenhague [Vandkunsten 5, DK 1467, Copenhague (Danemark)] a publié pendant quelques années un bulletin international de recherche sur la défense non offensive (*International Research Newsletter on Non-Offensive Defensive*). Il a fait paraître dans un numéro spécial une bibliographie fort utile sur les stratégies de rechange en matière de défense; par ailleurs, ont trouve dans chaque numéro des critiques de livres et une liste d'ouvrages et d'articles récents.

Les ouvrages généraux énumérés ci-après peuvent s'avérer utiles, même s'ils n'analysent la plupart du temps que l'adoption unilatérale d'une défense non offensive.

Hylke Tromp (sous la dir. de), *Non-Nuclear Defence in Europe*, Presses de l'Université de Groningue (Pays-Bas), 1986.

Frank Barnaby et Marlies Ter Borg (sous la dir. de), *Emerging Technologies and Military Doctrine: A Political Assessment*, Macmillan, Londres, 1986.

Derek Paul (sous la dir. de), *Defending Europe: Options for Security*, Taylor & Francis, Londres, 1985 [voir en particulier l'article sur la défensive non offensive en Europe (Non-Offensive Defence in Europe) par Anders Boserup].

On trouvera une vigoureuse critique de la défense non offensive unilatérale dans l'ouvrage de David Gates, *Non-Offensive Defence: A Strategic Contradiction?*, Cahier nº 29 de l'Institute for European Defence and Strategic Studies, Londres, 1987.

On peut encore citer deux excellentes études historiques sur le rôle de la défensive et de l'offensive: de Basil H. Liddell-Hart, *Deterrent or Defence: A Fresh Look at the West's Military Position*, Stevens and Sons, Londres, 1960; et de George Quester, *Offense and Defense in the International System*, Wiley, New York, 1977.

M. Robert Neild est professeur honoraire à l'Université de Cambridge. Il a été le premier directeur de l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm (SIPRI).

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et elles n'engagent en rien l'Institut ni le Conseil.

Publication de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. Pour obtenir des exemplaires supplémentaires ou d'autres documents, prière d'écrire à l'Institut, au 360, rue Albert, bureau 900, Ottawa (Ontario) K1R 7X7.

Also available in English
ISBN: 0-662-95277-4